Persee

Madame Martine Barthélemy

La socialisation politique des 12-16 ans en Norvège : un monde désenchanté

In: Revue française de science politique, 38e année, n°4, 1988. pp. 597-618.

Résumé

A partir des résultats d'une enquête réalisée auprès d'un échantillon de 12-16 ans en Norvège, sur les attitudes à l'égard du système politique, l'univers partisan et ses dimensions idéologiques, se dessine un certain modèle de socialisation politique. Ce modèle reflète une forme de consensus national incluant les valeurs communautaires et l'ensemble des institutions politiques et de représentation, il traduit un mode d'appartenance politique et de reconnaissance des idéologies qualifié de sans passion, il se caractérise, enfin, par l'existence de clivages sociaux structurants. C'est dans l'histoire nationale qu'il faut chercher les sources du modèle : celle d'un pays qui acquiert tardivement son indépendance, qui ne connaît pas de conflit entre l'Eglise et l'Etat, qui rassemble des conditions générales et particulières du développement d'une social-démocratie.

Abstract

Data from a sample survey of 12- to 16-year olds in Norway on attitudes to the political System, the party System and its ideological ramifications, show a distinct pattern of political socialization. This pattern reflects a form of national consensus which includes community values and political and representative institutions as a unit. It projects a dispassionate type of political affiliation and recognition of ideologies and is characterized by the existence of structuring social cleavages. Its sources are to be found in Norway's history : that of a country which achieved its independance at a late date, in which there is no conflict between Church and State, and where both the general and the spécial conditions for the development of a social democracy are present.

Citer ce document / Cite this document :

Barthélemy Martine. La socialisation politique des 12-16 ans en Norvège : un monde désenchanté. In: Revue française de science politique, 38e année, n°4, 1988. pp. 597-618.

doi : 10.3406/rfsp.1988.411154

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsp_0035-2950_1988_num_38_4_411154

BY: $ = creative commons

LA SOCIALISATION POLITIQUE DES 12-16 ANS EN NORVÈGE : UN MONDE DÉSENCHANTÉ*

MARTINE BARTHÉLEMY

PARENT pauvre de la Scandinavie, la Norvège appartient à la « sphère social-démocrate » des démocraties occidentales[1]. Elle partage un fonds sociologique et culturel[2] avec la Suède et le Danemark mais son histoire politique[3], notamment les conditions de son accès à l'indépendance nationale, présente une originalité incontestable. Ces deux raisons rendaient particulièrement intéressante une étude sur les phénomènes de socialisation politique, étude dont nous voudrions présenter ici les principaux résultats.

Notre recherche prend appui sur une enquête réalisée en 1977-1978 auprès d'un échantillon de 616 adolescents de 12-16 ans, originaires de la région d'Oslo[4]. Dans une optique comparative, nous avons délibérément repris la méthode d'enquête par questionnaire utilisée dans les travaux français portant sur la socialisation politique des préadolescents et adolescents[5].

Socialisation et socialisation politique sont des phénomènes interdépendants qui concourent à la formation et à la transformation de

* Nous tenons à remercier vivement Véronique Aubert, Annick Percheron et Françoise Subileau pour leur relecture attentive de ce texte.

1. La social-démocratie constitue un enjeu politique majeur et par suite, un objet de recherche central qui a suscité depuis une quinzaine d'années un intérêt renouvelé. On peut se référer notamment à : « Débat sur l'idéal social-démocrate », *Commentaire,* 18 et 19, 1982, ainsi qu'aux réflexions sur l'Etat-providence : « L'Etat-providence en question », *Revue politique et parlementaire,* 86 (908), février 1984, p. 9-43 ; Heckscher (Gunnar), *The Welfare State and beyond. Success and problems in Scandinavia,* Minneapolis, University of Minnesota Press, 1984 ; Ewald (François), *L'Etat-providence,* Paris, Grasset, 1986.

2. Sur ce fonds sociologique et culturel, on se reportera à Gras (Alain), Sotto (Richard), *La Suède et ses populations,* Bruxelles, Editions Complexe, 1981.

3. Sur l'histoire de la Scandinavie, on peut consulter, parmi d'autres ouvrages, ceux de Jean-Jacques Fol, *Les pays nordiques aux XIX^e^ et XX^e^ siècles,* Paris, PUF, 1978, et de Thomas Kingston Derry, *A history of Scandinavia : Norway, Sweden, Denmark, Finland and Iceland,* Londres, Boston, Sydney, G. Allen and Unwin, 1979.

4. La majorité de l'échantillon est constituée d'élèves de 5^e^, 4^e^ et 3^e^. L'enquête s'est déroulée dans six établissements scolaires de trois communes, situées à une soixantaine de kilomètres ou moins de la capitale et caractérisées par des contextes sociaux et politiques contrastés.

5. Le questionnaire traduit en norvégien par nos soins (avec l'aide précieuse de H. Larsen, W. Martinussen, T. Moum, S. Naess et H. Valen qu'il nous faut ici remercier) est une combinaison des questionnaires français élaborés sous la direction d'Annick Percheron et utilisés dans les enquêtes de juin 1972 (3 000 questionnaires recueillis dans plusieurs régions de France et plusieurs types d'établissements scolaires auprès d'enfants ayant entre 10 et 16 ans ; cf. Percheron (A.) et al., *Les 10-16 ans et la politique,* Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978) et de 1975 (enquête réalisée par l'IFOP pour l'IFOREP sur un échantillon national représentatif et apparié de 916 parents et 916 enfants de 13-18 ans appartenant aux mêmes familles ; cf., notamment, Percheron (A.), « Le domestique et le politique », *Revue française de science politique,* 35 (5), octobre 1985, p. 840-891).

l'identité sociale des individus. Cette brève définition[1] concentre trois idées qu'il convient de rappeler. La socialisation est un processus continu qui se poursuit au long du cycle de vie, même si l'enfance et l'adolescence constituent des moments décisifs dans le développement de l'identité. En second lieu, la socialisation politique ne se réduit pas à un apprentissage de normes et de comportements figés. Elle est un mode d'insertion de l'individu dans ses différents groupes d'appartenance : la nécessité d'établir une communication avec ces derniers et de s'en faire reconnaître comme membre à part entière amène l'individu à acquérir un langage, un code culturel dont le politique constitue l'une des dimensions. Enfin, la socialisation politique recouvre un ensemble de phénomènes sociaux qui s'inscrivent dans un contexte : elle est déterminée par l'histoire nationale, l'environnement institutionnel et la structure sociale ; elle se déroule dans une conjoncture donnée qui l'influence en retour.

TABLEAU DES PRINCIPAUX RÉSULTATS

LES ATTITUDES A L'ÉGARD DU SYSTÈME POLITIQUE

Bienveillance à l'égard des symboles communautaires et du régime politique, valorisation positive de la représentation politique et sociale, tels sont les deux traits caractéristiques des attitudes politiques que développent les adolescents norvégiens.

L'acceptation du système politique et la connaissance du politique ont été mesurées à l'aide de deux échelles d'attitudes[2] construites à partir d'une liste de mots[3] qui sont autant de concepts évoquant la communauté nationale, les principales structures et fonctions politiques, les luttes sociales et les grandes traditions politiques de la société norvégienne. Selon cette méthode[4], il est demandé aux adolescents de dire

1. Sur la problématique de la socialisation politique, cf. Percheron (A.), « La socialisation politique, défense et illustration », in Grawitz (M.), Leca (J.), *Traité de science politique,* vol. 3, Paris, PUF, 1985, p. 165-235.

2. La construction d'échelles d'attitudes est une méthode de hiérarchisation entre les réponses à différentes questions : elle permet de dégager une dimension, de classer les questions qui la constituent en fonction de leur degré d'implication et d'attribuer une note d'échelle aux individus selon leurs réponses. Sur l'analyse hiérarchique, on peut consulter Benjamin Matalon, *L'analyse hiérarchique,* Paris, Mouton, 1965. La méthode de construction utilisée ici est celle de Loevinger, le coefficient de hiérarchisation, le coefficient h de Loevinger.

3. La liste est la suivante :

député	communisme	radical	policier
gouvernement	grève	conservateur	maire
loi	socialisme	parti politique	roi
syndicat	manifestation	démocratie	ouvrier
bourgeois	capitalisme	prêtre	drapeau
Premier ministre			

4. Cette méthode a été mise au point pour les études de socialisation politique par Annick Percheron ; cf. *L'univers politique des enfants,* Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1974.

s'ils « aiment », « n'aiment pas » ou « ne connaissent pas » ce que représente chacun des concepts qui leur sont proposés.

Tableau 1. Echelle de connaissance du politique

Fréquence des réponses dans l'échantillon (en %)
Réponses : aime + n'aime pas

Radical	31	Syndicat	55	Premier ministre	73
Conservateur	33	Bourgeois	59	Député	73
Capitalisme	34	Communisme	59	Roi	74
Socialisme	49	Gouvernement	72	Maire	75
Démocratie	50	Parti politique	72	Loi	80

Coefficient de hiérarchisation : .58

Tableau 2. Echelle d'acceptation du système politique

Fréquence des réponses dans l'échantillon (en %)
Réponses : aime ; aime + ne connais pas pour roi et drapeau

Démocratie	31	Premier ministre	56
Syndicat	39	Loi	57
Parti politique	41	Maire	59
Député	47	Roi	71
Gouvernement	50	Drapeau	84

Coefficient de hiérarchisation : .51

L'échelle de connaissance du politique hiérarchise un grand nombre de mots de la liste (15 sur 21)[1] ; les coupures opposent les « j'aime » et les « je n'aime pas » aux « je ne connais pas » et aux « sans réponse » (tableau 1). Pour construire l'échelle d'acceptation du système politique, nous avons exclu dès le départ le vocabulaire des luttes sociales (« grève », « manifestation ») et celui des idéologies (« conservateur », « socialiste », etc.), que nous considérions comme trop marqué. L'échelle obtenue (tableau 2) hiérarchise dix concepts, pour lesquels la coupure passe le plus souvent entre les « j'aime » et toutes les autres possibilités de réponse ; ils se rapportent à la royauté (« roi ») et à la nation (« drapeau norvégien »), au jeu démocratique (« loi » et « démocratie »), à l'autorité politique (« maire », « Premier ministre », « député », « gouvernement ») et à la représentation politique (« parti politique », « syndicat »). Seuls des rôles non directement politiques ou ambivalents, tels que ceux du policier et du prêtre, ne font pas partie de l'échelle.

La dimension d'acceptation du système politique est révélatrice d'une perception bienveillante de *l'ensemble* des institutions fondamentales du système politique. Les concepts « parti politique » et « syndicat » évoquent des institutions de représentation politique et sociale ; alors même qu'ils s'apparentent autant au vocabulaire partisan qu'à celui des

1. Tous les mots de la liste ont été « testés » sauf quatre, exclus dès le départ, parce qu'ils étaient connus par un trop grand nombre d'adolescents : drapeau, policier, ouvrier et prêtre.

Tableau 3: Représentations des relations entre les citoyens et le pouvoir (% par case par rapport à l'ensemble de l'échantillon, sans réponses exclues)

Les gens entre eux sont en :	*Les gens et le gouvernement sont en :*	
	*désaccord**	*accord*
désaccord*	59	12
accord	7	22

En cas de désaccord avec le gouvernement les gens :	*Les gens et le gouvernement sont en :*	
	*désaccord**	*accord*
gagnent**	19	18
perdent	47	16

Les gens entre eux sont en :	*Le désaccord entre les gens est une :*	
	*bonne chose****	*mauvaise chose*
désaccord*	52	19
accord	21	8

* désaccord : quelquefois + jamais d'accord ; accord : toujours + souvent d'accord.
** gagnent : gagnent toujours + assez souvent ; perdent : gagnent rarement + jamais
*** bonne chose : très + plutôt bonne ; mauvaise chose : plutôt + très mauvaise.

institutions, ils s'insèrent dans la dimension d'acceptation du système politique. L'ordre des items dans l'échelle souligne la relation d'implication entre les attitudes manifestées à l'égard des institutions de représentation et des mécanismes démocratiques, des structures et fonctions politiques, des symboles communautaires enfin.

L'acceptation des institutions partisane et syndicale laisse transparaître une acceptation de la diversité des intérêts. Les représentations que se font les adolescents des relations entre les citoyens et le pouvoir politique le confirment. Ces représentations sont appréhendées au moyen de quatre questions[1]. Deux d'entre elles ont trait à la fréquence des

1. Ces quatre questions sont celles de l'enquête française de 1972 et sont traitées dans Percheron (A.), Subileau (F.), « Modes de transmission des valeurs politiques et sociales », *Revue française de science politique*, 24 (1 et 2), février et avril 1974, p. 33-51, 129-213 ; et Dehan (N.), Grunberg (G.), Percheron (A.), « Les relations entre l'individu et le pouvoir », in A. Percheron et al., *Les 10-16 ans et la politique, op. cit.*, 1978 : Q. 1 : *A ton avis, est-ce que les gens sont toujours ou jamais d'accord, entre eux, sur ce que le gouvernement doit faire ?* 1. Ils sont presque toujours d'accord. 2. Ils sont assez souvent d'accord. 3. Ils sont quelquefois d'accord. 4. Ils ne sont presque jamais d'accord. Q. 2 : *A ton avis, est-ce que les gens et le gouvernement sont toujours, ou jamais d'accord sur ce qu'il faut faire ?* 1. Ils sont toujours d'accord. 2. Ils sont souvent d'accord. 3. Ils sont quelque-

désaccords entre les citoyens et le pouvoir, d'une part, entre les gouvernés eux-mêmes, de l'autre. Une autre question évoque les différends qui opposent gouvernants et gouvernés, et propose d'en percevoir l'issue comme favorable ou défavorable aux gouvernés. La dernière question, normative, concerne le désaccord entre citoyens et le jugement positif ou négatif porté à son égard.

En abordant ces thèmes, nous voulions éprouver la thèse, si souvent invoquée sans être toujours démontrée, de la « démocratie consensuelle ». Les réponses mettent en évidence le réalisme des 12-16 ans interrogés (tableau 3). Ils sont nombreux (59 %) à constater la fréquence des désaccords sur la politique à suivre, tant entre les gouvernés eux-mêmes qu'entre ceux-ci et leur gouvernement. Près de la moitié des réponses exprimées (47 %) font état des faibles chances qu'ont les citoyens de l'emporter contre l'autorité politique en cas de conflit. Mais le constat du désaccord entre gouvernés s'accompagne de son acceptation. Les trois quarts des adolescents le considèrent comme une bonne chose et plus de la moitié (52 %) émettent une telle opinion, tout en le percevant comme fréquent.

L'IDENTIFICATION PARTISANE ET LES DIMENSIONS IDÉOLOGIQUES

Les adolescents de l'enquête reconnaissent la division sociale et politique et sont eux-mêmes partagés par leurs appartenances.

Interrogés sur le parti qu'ils estiment être « le meilleur », 79 % des adolescents répondent à la question (tableau 4), et si 18 % n'ont de préférence pour aucun des partis de l'échiquier politique, 61 % s'identifient à l'un d'entre eux[1] indépendamment de leur âge ou de leur milieu social d'origine. L'orientation des préférences partisanes exprimées est, quant à elle, étroitement liée à l'appartenance sociale de l'adolescent :

fois d'accord. 4. Ils ne sont jamais d'accord. Q. 3 : *Selon toi, quand le gouvernement et les gens ne sont pas d'accord, qu'est-ce qui se passe ?* 1. C'est toujours les gens qui gagnent. 2. C'est assez souvent les gens qui gagnent. 3. C'est rarement les gens qui gagnent. 4. C'est jamais les gens qui gagnent. Q.4 : *A ton avis, est-ce que c'est une bonne chose ou une mauvaise chose quand les gens ont des idées différentes sur ce que le gouvernement doit faire ?* 1. C'est une très bonne chose. 2. C'est plutôt une bonne chose. 3. C'est plutôt une mauvaise chose. 4. C'est une très mauvaise chose.

1. Nous avons choisi de procéder à des regroupements entre les adolescents s'identifiant aux Partis travailliste et socialiste de gauche (nommés « socialistes ») et ceux qui se disent proches du Parti conservateur et des trois formations politiques du centre-droit (nommés « bourgeois »). Retenus pour des raisons d'effectifs, ces regroupements ne sont pas sans fondement. Le Parti socialiste de gauche, issu du Parti travailliste, tend à soutenir la philosophie politique et l'action de celui-ci contre l'ensemble des « bourgeois ». Pour se démarquer idéologiquement du Parti conservateur, les Partis libéral, démocrate-chrétien et du Centre ex-agrarien, représentatifs d'une contre-culture centriste mieux implantée dans l'Ouest que dans la région d'Oslo, n'en sont pas moins perçus dans la vie politique nationale comme appartenant au bloc « non socialiste » ou « bourgeois ». (Sur les différents clivages, se reporter notamment à Rokkan (Stein), « Norway : conflict structure and mass politics in a European periphery », in Rose (Richard) ed., *Electoral behaviour. A comparative handbook*, New York, The Free Press, 1974, p. 315-370.

Tableau 4. Identification partisane dans l'ensemble de l'échantillon et selon la catégorie socio-professionnelle du père

Selon toi quel est le meilleur parti politique ?	*Réponses de l'ensemble (%)*
Parti travailliste (DNA)	24
Parti socialiste de gauche (SV)	2
Parti conservateur (H)	22
Parti du Centre ex-agrarien (SP)	4
Parti démocrate-chrétien (KFP)	2
Parti libéral (V)	4
Autre parti, lequel ?	3
Aucun	18
Sans réponse	21

Catégorie socio-professionnelle du père :	*% par rapport aux choix (sans réponses et sans parti exclus)*		
	Partis « socialistes »	*Partis « bourgeois »*	*Autres partis*
Ouvriers (N = 92)	73	25	2
Employés (N = 29)	45	52	3
Cadres moyens et techniciens (N = 49)	41	57	2
Artisans, commerçants (N = 26)	38	46	16
Cadres supérieurs et professions libérales (N = 124)	22	72*	6
Agriculteurs (N = 18)	11	78**	11
Ensemble (N = 380)	42	53	5

* dont 54 pour le Parti conservateur
** dont 61 pour le Centre ex-agrarien

les 12-16 ans font des choix partisans qui sont en même temps des identifications de classe[1].

L'identification partisane est une problématique adaptée au contexte norvégien. Elle n'en demeure pas moins dépendante de la conjoncture. Aussi avons-nous cherché à déceler des attitudes mesurant une autre forme d'appartenance politique ou idéologique, à l'aide, une fois encore, de la liste de mots proposés à l'appréciation des adolescents.

Deux champs idéologiques ont été isolés, l'un regroupant les concepts dont l'indice d'acceptation était le plus fort chez les adolescents s'identifiant aux partis socialistes, l'autre regroupant les concepts dont l'indice d'acceptation était le plus fort chez les adolescents s'identifiant aux partis bourgeois[2]. Les concepts constituant ces deux champs ont permis la constitution de deux échelles d'attitudes.

1. La catégorie socio-professionnelle du père est retenue comme la variable caractérisant le mieux le milieu culturel et social des individus interrogés.
2. L'indice d'acceptation est la proportion des réponses « j'aime » par rapport aux

Tableau 5. Echelles de radicalisme et de conservatisme (fréquence des réponses dans l'échantillon en %)

Echelle de radicalisme		
Communisme	23	(aime + sans réponse et incodable)
Radical	29	(aime + sans réponse et incodable)
Grève	40	(aime + sans réponse et incodable + ne connais pas)
Manifestation	49	(aime + sans réponse et incodable + ne connais pas)
Socialisme	67	(aime + sans réponse et incodable + ne connais pas)
		Coefficient de hiérarchisation : .50
Echelle de conservatisme		
Capitalisme	12	(aime)
Conservateur	15	(aime)
Bourgeois	44	(aime)
Prêtre	50	(aime)
Policier	68	(aime + ne connais pas)
Roi	71	(aime + ne connais pas)
Drapeau	84	(aime + ne connais pas)
		Coefficient de hiérarchisation : .50

L'échelle de « radicalisme » comporte les valorisations positives des luttes sociales (« manifestation », « grève ») et des symboles de la gauche idéologique (« communisme », « socialisme », « radical »). Celle de « conservatisme » hiérarchise les valorisations positives des garants de l'ordre établi (« prêtre », « policier », « roi », « drapeau ») et des symboles de la droite libérale (« bourgeois », « conservateur », « capitalisme ») (tableau 5). Les symboles institutionnels, qu'il s'agisse de l'autorité politique (« gouvernement »), des mécanismes démocratiques (« loi ») ou des institutions de représentation (« parti politique », « syndicat ») n'entrent pas dans ces échelles. Les dimensions de radicalisme et de conservatisme traduisent la reconnaissance des deux grandes traditions politiques de l'histoire norvégienne, non celle du régime politique ou des institutions. En même temps, elles comportent chacune une forme d'acceptation du système en place, qui souligne leur ambivalence : l'échelle de conservatisme inclut une acceptation de l'ordre établi et en particulier de l'essence communautaire du système (« drapeau », « roi ») ; l'échelle de radicalisme comporte l'acceptation du « socialisme », concept renvoyant à la tradition politique dont se réclament les forces au pouvoir[1].

A l'ambivalence du contenu vient s'ajouter une autre caractéristique : aucune des deux échelles ne comporte d'items négatifs (« je n'aime pas »), comme si les dimensions idéologiques ne se définissaient pas l'une par

réponses « j'aime » + « je n'aime pas ». Cet indice est supérieur de 10 points au moins chez les « socialistes », pour les mots communisme, socialisme, radical, ouvrier ; nous y avons ajouté grève, manifestation et syndicat. L'indice est supérieur de 10 points au moins chez les « bourgeois », pour les mots capitalisme, conservateur, parti politique, prêtre, gouvernement, bourgeois, roi ; nous y avons ajouté drapeau, loi et policier.

1. Au moment de l'enquête, c'est le Parti travailliste qui est au pouvoir. En 1976, Odvar Nordli avait succédé à Trygve Bratteli à la tête du gouvernement travailliste en place depuis 1972 et reconduit après les élections de 1973. A la suite des élections de 1977, O. Nordli forme à nouveau un gouvernement travailliste.

rapport à l'autre. Si l'on croise les deux échelles[1], les adolescents se trouvent partagés en quatre groupes idéologiques : 29 % ont des notes élevées sur l'échelle de conservatisme et basses sur l'échelle de radicalisme, nous les appelons les « conservateurs » ; 33 % ont des notes élevées sur l'échelle de radicalisme et basses sur l'échelle de conservatisme, ce sont les « radicaux ». Près du quart des adolescents (23 %) ont des notes élevées sur *les deux* échelles et cette proportion demeure constante quels que soient l'âge et le milieu socio-culturel ; nous les nommons les « consensuels ». Enfin les « autres », 15 % de l'échantillon, ont des notes basses sur les deux échelles. Les adolescents qui ne se trouvent classés ni comme « conservateurs » ni comme « radicaux » sont par conséquent plus nombreux à accepter (23 %) qu'à rejeter (15 %) les deux types de valeurs qu'on leur proposait d'apprécier.

L'ambivalence du contenu des dimensions idéologiques, l'absence d'items négatifs et l'importance du groupe des « consensuels » sont les manifestations d'un phénomène essentiel : la reconnaissance du radicalisme et celle du conservatisme sont indépendantes l'une de l'autre et ne s'excluent pas ; l'acceptation des symboles idéologiques, hiérarchisés dans ces deux échelles, est une *reconnaissance*, non une adhésion, et c'est là ce qui caractérise d'abord les attitudes que développent les 12-16 ans.

Tableau 6. Systèmes idéologiques selon l'identification partisane et la catégorie socio-professionnelle du père

Catégorie socio-professionnelle du père	*Identification partisane*	*Systèmes idéologiques (en %)*			*Autres*
		Radicaux	*Conservateur*	*Consensuels*	
	Socialistes	*39*	21	20	20
	Bourgeois	19	*44*	24	13
	Sans parti	33	26	27	14
	Socialistes	*42*	16	16	26
Ouvriers et employés	Bourgeois	*29*	*26*	*26*	19
	Sans parti	32	21	29	18
	Socialistes	*32*	*28*	*28*	*12*
Cadres moyens et supérieurs	Bourgeois	14	*50*	*26*	*10*
	Sans parti	27	31	*31*	*11*

Compte tenu de la « carence » d'adhésion, les systèmes idéologiques des adolescents et leurs identifications partisanes obéissent à des logiques

1. La combinaison des deux échelles permet de distinguer quatre groupes d'individus selon leurs notes d'échelles en regroupant les notes, pour chaque échelle, en deux ensembles les plus égaux possibles en effectifs :

radicalisme	conservatisme + (notes 2, 3, 4, 5)	conservatisme + (notes 4, 5, 6, 7)	conservatisme −(notes 0, 1, 2, 3)
		consensuels	radicaux
− (notes 0,1)		conservateurs	autres

différentes : l'une, de reconnaissance des traditions politiques, l'autre, de position du groupe d'appartenance par rapport au pouvoir politique. Dès lors, il n'est guère étonnant d'observer une dispersion des systèmes idéologiques au sein de l'échantillon (tableau 6).

Les « consensuels » se trouvent aussi nombreux parmi les « socialistes » (20 %) que parmi les « bourgeois » (24 %) ou les sans parti (27 %). Le clivage entre adolescents « radicaux » et « conservateurs » est loin de se superposer au clivage entre « socialistes » et « bourgeois » : moins de la moitié des « socialistes » (39 %) et des « bourgeois » (44 %) se montrent respectivement « radicaux » et « conservateurs ». La dispersion des clivages idéologiques est moins grande chez les adolescents qui énoncent un choix partisan et manifestent en même temps une identification de classe[1] (tableau 6), soit les enfants d'ouvriers et employés « socialistes » et ceux de cadres moyens et supérieurs « bourgeois » ; elle reste malgré tout importante.

L'identification partisane traduit le plus souvent, nous l'avons déjà noté, une appartenance de classe : elle contribue sans doute à la formation de l'identité politique de l'adolescent en renforçant l'identification à son groupe social ; mais elle ne rend compte que partiellement des systèmes idéologiques que nous avons mis en évidence[2].

D'une façon générale, l'identification partisane ne structure pas l'univers politique des 12-16 ans : notre enquête en fournit plusieurs autres illustrations.

Les attitudes politiques de l'individu, futur citoyen, se construisent, non dans l'abstrait, mais à un moment donné du temps et dans un système donné de rapports de force. On sait notamment que l'identification négative au pouvoir en place constitue un ferment de la politisation[3]. Politisation s'entend ici comme la connaissance de concepts savants et l'affirmation d'un certain intérêt pour la politique. En Norvège, le règne des travaillistes n'a connu au moment de l'enquête que de brèves interruptions[4] : depuis 1935, le travaillisme s'est vu peu à peu assimilé au pouvoir politique et à l'Etat, les partis bourgeois s'installant dans un statut d'opposants. Dans un tel contexte, on pouvait supposer que la

1. Pour les tris à trois variables, les catégories ouvriers et employés sont regroupées, de même que les cadres moyens et supérieurs. La proximité des niveaux d'instruction, des statuts sociaux et des styles de vie au sein de chaque ensemble nous a paru suffisante pour autoriser ces deux regroupements visant à comparer à grands traits l'action respective des facteurs idéologiques/politiques et culturels/sociaux, non à rendre compte de manière détaillée de la socialisation politique dans chaque groupe social. Pour des raisons d'effectifs, nous avons exclu de l'analyse les groupes artisans-commerçants et agriculteurs.

2. Des questions complémentaires ou d'une autre nature auraient sans doute permis d'aller plus avant dans l'analyse des clivages idéologiques (caractéristiques du contexte norvégien) et du contenu idéologique de l'identification au groupe social.

3. Cf. Gaxie (Daniel), Lehingue (Patrick), *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale,* Paris, PUF, 1984, chapitre « Enjeu, Enjeux », p. 9-63 ; Kenniston (Kenneth), *Young radicals. Notes on committed youth,* New York, Harcourt, Brace and World, 1968.

4. De 1935 à 1965, à l'exception de la période de la guerre, le gouvernement est travailliste, dirigé successivement par Nygaardsvold, Gerhardsen, Torp et à nouveau Gerhardsen. En 1963, le conservateur Lyng est Premier ministre durant trois semaines seulement. De 1965 à 1971, puis quelques mois en 1972, les bourgeois en coalition sont au pouvoir avec le centriste-agrarien Borten puis le démocrate-chrétien Korvald.

Tableau 7. Connaissance du politique et intérêt pour la politique selon les choix partisans et la catégorie socio-professionnelle du père (% par case)

Catégorie socio-professionnelle du père	*Connaissance du politique (note élevées sur l'échelle)*			*Intérêt pour la politique (réponses très + assez intéressé)*		
Choix partisans :	Socialistes	Bourgeois	Ensemble*	Socialistes	Bourgeois	Ensemble*
Ouvriers et employés	17	24	21	11	18	12
Cadres moyens et supérieurs						
Ensemble des CSP	27					

* Y compris les sans parti, autre parti et sans réponse.

proximité aux partis de la gauche ne jouerait pas le rôle mobilisateur qu'on lui a généralement attribué en France. En revanche, on pouvait attendre des adolescents s'identifiant à l'un des partis bourgeois une connaissance du politique plus élevée[1] et un intérêt politique plus marqué[2].

A la lecture des résultats (tableau 7), la surprise naît de l'influence sélective de la variable partisane : elle s'exerce dans le sens attendu chez les enfants de cadres moyens et supérieurs, mais chez eux surtout. La position des partis bourgeois dans le jeu politique profite, en termes de politisation, à ceux qui sont déjà dotés de privilèges culturels. En revanche, chez les adolescents socialisés dans les familles populaires, la relation entre l'orientation de l'identification partisane et le degré de connaissance du politique ou d'intérêt pour la politique, qui s'exerce dans le même sens, est ténue. Que l'identification se fasse avec un parti de l'opposition bourgeoise ou un parti socialiste, les effets du facteur culturel ne sont pas corrigés par le facteur politique.

Tableau 8. Acceptation du système politique selon les choix partisans et la catégorie socio-professionnelle du père (% par case, notes élevées et moyennes sur l'échelle)

Catégorie socio-professionnelle	*Choix partisans*		
	Socialistes	*Bourgeois*	*Ensemble**
Ouvriers et employés	57	61	58
Cadres moyens et supérieurs	83	88	80
Ensemble des CSP	70	80	

* Y compris les sans parti, autre parti et sans réponse.

Les adolescents ont aussi une propension inégale à obtenir des notes élevées ou moyennes[3] sur l'échelle d'acceptation du système politique (tableau 8) : c'est une fois encore en fonction de leur milieu socio-culturel, et non de l'orientation partisane exprimée, qu'ils se distinguent les uns des autres. Il semble bien que l'identification partisane se construise sans interférer avec le développement de la perception bienveillante du système politique.

Enfin, l'identification des 12-16 ans à un parti donné n'a pas une seule et même signification politique. Selon le milieu social, le choix des partis socialistes va de pair avec des représentations opposées des relations entre les citoyens et le pouvoir (tableau 9). Parmi les « socialistes », les adolescents des groupes sociaux privilégiés sont pessimistes sur les chances des gouvernés de l'emporter contre le gouvernement et jugent favorablement l'existence des désaccords entre gouvernés ; à l'inverse, les

1. Sur l'échelle de connaissance du politique, les notes sont regroupées en trois tranches : notes basses (0 à 7), moyennes (8 à 11), élevées (12 à 15).

2. La question mesurant l'intérêt pour la politique est la suivante : *Es-tu intéressé par la politique ?* Très intéressé, assez, un peu, pas du tout.

3. Sur l'échelle d'acceptation du système, les notes sont regroupées en trois tranches : notes basses (0 à 3), moyennes (4 à 7), élevées (8 à 10).

Tableau 9. Représentations des relations entre les citoyens et le pouvoir politique selon les choix partisans et la catégorie socio-professionnelle du père (sans réponses exclues ; % par case)

Choix partisans et catégorie socio-professionnelle du père	*Gouvernés et gouvernants sont en désaccord. Le gouvernement l'emporte*	*Les gouvernés sont en désaccord entre eux. C'est une bonne chose*
— Socialistes		
Ensemble des CSP	45	50
Ouvriers-employés	33	34
Cadres moyens et supérieurs	64	70
— Bourgeois		
Ensemble des CSP	50	54
Ouvriers-employés	50	47
Cadres moyens et supérieurs	47	56
— Ensemble*		
Ouvriers-employés	40	41
Cadres moyens et supérieurs	50	60

* Y compris les sans parti, autre parti et sans réponse.

enfants des familles populaires sous-estiment la fréquence des désaccords et la capacité des gouvernants à imposer la solution des conflits, ils dévalorisent les désaccords entre gouvernés.

LA SOCIALISATION POLITIQUE EN NORVÈGE : UN MODÈLE SPÉCIFIQUE ?

UNE CULTURE CONSENSUELLE

Chez les 12-16 ans interrogés, les modalités de l'acceptation du système politique et les perceptions des relations entre ses acteurs soulignent le caractère consensuel de la culture [1] norvégienne.

Le développement de l'acceptation du système politique passe par l'acceptation de symboles aussi différents que le drapeau, le Premier ministre, le syndicat. On ne saurait trop insister sur l'originalité de ce trait en regard des attitudes que développent les enfants français ou américains.

En France [2], les jugements à l'égard des institutions et du personnel politique comme ceux à l'égard des symboles partisans (le parti politique) divisent les enfants et préadolescents, et sont dissociés de leur adhésion précoce et massive aux valeurs communautaires républicaines. Les jeunes Américains, pour leur part, développent une perception plus ou moins

1. Suivant Clifford Geertz (*The interpretation of cultures,* New York, Basic Books, 1973), nous entendons par culture l'ensemble des codes de communication et d'interprétation de la réalité qui ont cours au sein d'une société ou encore l'univers de significations qui s'attachent aux objets et aux comportements dans cette société.

2. Cf. Annick Percheron, *L'univers politique des enfants, op. cit.*

bienveillante[1] du système politique, qui reste centrée sur le régime politique.

En Norvège, les mécanismes de la représentation démocratique, le régime politique et ses institutions, la communauté nationale enfin, apparaissent comme des composantes du système politique intrinsèquement liées les unes aux autres. Symboles de la diversité sociale et politique, partis politiques et syndicats relèvent chez les adolescents de l'acceptation du système politique, non du champ idéologique du radicalisme ou du conservatisme.

La perception et l'acceptation de relations conflictuelles fréquentes entre les acteurs du système politique s'inscrivent aussi, paradoxalement, dans cette logique consensuelle. Tout se passe, pour les adolescents, comme si la diversité des intérêts ne menaçait pas la cohésion nationale, cohésion dont rendent raison les institutions et les procédures régulatrices qui permettent de résoudre le conflit. Le conflit n'est pas rejeté, il peut être résolu dans la plupart des cas « pacifiquement », sa résolution même implique qu'il soit reconnu comme légitime. A cet égard, les significations qui s'y attachent et les représentations qui en découlent sont inverses de celles que l'on observe en Hongrie[2] où, comme le montre Ildiko Szabo, l'absence d'institutions capables de canaliser les divergences d'intérêt conduit à une attitude d'évitement des conflits.

L'acceptation du système politique dans son ensemble et celle des relations conflictuelles entre ses acteurs sont des attitudes corollaires et qui vont de pair avec l'acceptation des règles du jeu partisan. L'identité des jugements portés par les adolecents « socialistes » et « bourgeois » dans ces deux domaines (tableaux 8 et 9) démontre et confirme que le consensus est de nature politique. Ce dernier conditionne la reconnaissance de la différence qui en devient un élément essentiel.

UNE SOCIALISATION SANS PASSION

La fréquence des choix partisans qui sont en même temps des identifications de classe met en évidence un mode spécifique d'affiliation aux familles politiques. L'identification partisane des adolescents norvégiens ne correspond pas au modèle élaboré aux Etats-Unis[3], du reste aujourd'hui remis en question[4] et qui implique une attitude stable et

1. Le modèle initial de socialisation politique issu des travaux de Hyman, Hess, Easton et Greenstein, notamment, impliquant le développement d'attitudes bienveillantes à l'égard du régime politique et du Président chez les jeunes Américains, a progressivement été critiqué et nuancé. Cf., parmi beaucoup d'autres études, Jaros (D.), Hirsch (H.), Fleron (J.), « The malevolent leader. Political socialization in an American subculture », *American Political Science Review,* 62, 1968, p. 564-575.

2. Cf. Szabo (Ildiko), « La socialisation politique en Hongrie : la continuité dans le changement », *International Political Science Review,* 8 (3), 1987, p. 261-271.

3. Cf. Campbell (A.), Converse (P.E.), Miller (W.E.), Stokes (D.E.), *The American voter,* New York, Wiley, 1960.

4. Cf. Page (B.I.), Jones (C.C.), « Reciprocal effects of policy preferences, party loyalties and the vote », *American Political Science Review,* 73, 1979, p. 1071-1089 ; Jennings (M.K.), Niemi (R.G.), « Continuity and change in political orientations : a longitudinal study of two generations », *American Political Science Review,* 69, 1975, p. 1316-1335.

durable d'identification au groupe familial. En Norvège, l'identification se fait, à travers le parti, avec un groupe social et il n'est pas aisé de distinguer entre l'identité sociale des individus et leur préférence partisane.

Ce mode d'appartenance politique ou de proximité partisane est caractéristique des démocraties scandinaves ou britannique[1] et on peut supposer qu'il est, dans une assez large mesure, transmis des parents aux enfants[2]. Toutefois, au regard du comportement électoral des adultes, héritage familial et conscience de classe tendent à perdre de leur force et de leurs vertus explicatives, aujourd'hui, dans l'ensemble des démocraties occidentales[3]. Chez les enfants et adolescents, G. Gustafsson[4] en Suède et P. Svensson[5] au Danemark notent que l'identification partisane se forme souvent plus tardivement que d'autres opinions ou attitudes politiques et qu'elle ne les structure pas.

En partie peut-être pour des raisons conjoncturelles[6], l'identification partisane des adolescents interrogés en Norvège demeure un phénomène, d'une part, relativement précoce — puisqu'il ne varie pas entre 12 et 16 ans — et, d'autre part, pertinent : par ce canal s'expriment en termes politiques des oppositions de classe. Nous ne pouvons pas dire sur la base de notre seule enquête s'il s'agit d'une attitude destinée à durer ; il est clair, en revanche, que l'univers politique des 12-16 ans ne s'ordonne ni ne s'organise autour de l'identification partisane qui n'en est qu'un élément parmi d'autres. Ses différentes caractéristiques — phénomène majoritaire dans l'échantillon, affirmation d'une préférence indépendante du développement psycho-social et politique, orientation des choix partisans déterminée par l'appartenance de classe et dotée d'un faible pouvoir de structuration de l'univers politique — se conditionnent les unes les autres, s'appellent réciproquement et contribuent à une socialisation sans passion. L'expression d'une préférence partisane relève du développement de l'identité sociale et politique de l'adolescent : elle

1. En Grande-Bretagne, les enfants s'identifient à un parti politique sur la base d'un comportement de classe ; cf. Dennis (J.), McCrone (D.), « Pre-adult development of political party identification in Western democracies », *Comparative Political Studies,* 3, 1970, p. 243-263. De même en Suède, cf. Johansson (Lars), *Ungdom och politisk participation,* Statsvetenskapliga institutionen, Umea Universitet, 1970, et au Danemark, cf. Svensson (Palle), *Strukturingsprincippet og de unges erhvervelse af en particípraeference i Danmark,* Institut for Statskundskab, Aarhus Universitet, 1977.

2. La transmission des orientations idéologiques au sein de la famille a été observée dans plusieurs systèmes politiques occidentaux et atteint des niveaux proches dans chacun d'eux ; cf., notamment, Butler (D.), Stokes (D.), *Political change in Britain,* New York, St Martin's Press, 1971 ; Percheron (A.), Jennings (K.), « Political continuities in French families », *Comparative Politics,* juillet 1981, p. 421-436.

3. Cf., pour la Scandinavie et la Grande-Bretagne, Sainsbury (Diane), « Scandinavian party politics re-examined : social-democracy in decline ? », *West European Politics,* 7 (4), octobre 1984, p. 67-102 ; Valen (Henry), *Valg og politikk. Et Samfunn i endring,* Oslo, NKS Forlaget, 1981 ; Norton (Philip), « Britain : still a two-party system ? », *West European Politics,* 7 (4), octobre 1984, p. 27-45 ; Franklin (Mark N.), *The decline of class voting in Britain. Changes in the basis of electoral choice, 1964-1983,* Oxford, Clarendon Press, 1985.

4. Cf. Gustafsson (Gunnel), *Struckturomvandling och politisk socialisation,* Umea, University of Umea, 1972.

5. Cf. Palle Svensson, *Strukturingsprincippet... op. cit.*

6. L'enquête s'est déroulée à l'automne 1977 et au printemps 1978, soit immédiatement et quelques mois après les élections législatives de septembre 1977.

n'exige pas et n'exprime pas une adhésion idéologique, contrairement aux proximités à la droite et à la gauche que développent les adolescents français[1].

C'est aussi par leur contenu que les dimensions de radicalisme et de conservatisme traduisent la nature dépassionnée du débat politique en Norvège et, par voie de conséquence, de l'acculturation politique des adolescents. Les symboles des traditions politiques nationales sont connus et reconnus : par là même, les 12-16 ans interrogés se distinguent des jeunes Américains qui ne savent pas toujours donner un contenu idéologique précis aux préférences démocrate et républicaine. Mais cette reconnaissance contraste avec les dimensions de gauche et de droite mises en évidence dans les enquêtes de socialisation politique en France, dimensions qui actualisent les idéologies en révélant une attitude de refus ou d'acceptation du pouvoir en place. Qu'un quart des adolescents norvégiens reconnaissent, sous la forme d'attitudes ordonnées, à la fois des symboles radicaux et conservateurs illustre à cet égard le « désenchantement » de leurs univers politique.

UN CLIVAGE SOCIAL STRUCTURANT

Le consensus est politique, non social, l'univers politique est dépassionné mais néanmoins organisé. La troisième grande spécificité des processus de socialisation en Norvège reste la structuration de l'univers politique par le social.

Dans l'ensemble de l'échantillon, l'impact des facteurs socio-culturels est fort. L'expérience, familiale et/ou personnelle, ne semble pas compenser l'absence, dans les milieux populaires, de l'atout culturel propre aux classes privilégiées : les adolescents dont le père est ouvrier sont les moins nombreux, les enfants de cadres supérieurs les plus nombreux à posséder un degré élevé de connaissance du politique (20 contre 48 % ont une note élevée sur l'échelle), à reconnaître les objets fondamentaux du système (19 contre 45 % ont une note élevée), ou encore à manifester un intérêt relatif pour la politique (35 contre 73 % sont au moins un peu intéressés par la politique). Ce décalage reste vrai à 16 ans. Par ailleurs, les adolescents issus des milieux populaires et surtout ouvriers témoignent d'un certain irréalisme au regard des relations qui ont cours entre gouvernants et gouvernés : 36 % seulement (contre 52 % des enfants de cadres supérieurs) estiment qu'en cas de conflit le gouvernement l'emporte sur les citoyens ; 43 % (contre 60 %) légitiment le désaccord entre gouvernés.

Le jeu croisé du milieu social et de l'identification partisane démontre que le clivage social est en dernier ressort le clivage structurant. Les plus grandes différences sont toujours celles qui séparent les adolescents en fonction de leur origine sociale (tableaux 7, 8 et 9) alors qu'en France, par exemple, les attitudes des enfants et préadolescents s'organisent

1. Cf. A. Percheron et al., *Les 10-16 ans et la politique, op. cit.*, 1978.

souvent en fonction d'une proximité idéologique déclarée ou latente. Un facteur social structurant mais *renforcé* par les rapports de force politiques, à savoir les positions respectives du mouvement travailliste et des partis du courant bourgeois dans la structure du pouvoir.

Tableau 10. Connaissance du politique selon la catégorie socio-professionnelle du père, les choix partisans et les systèmes idéologiques (% par case, notes élevées sur l'échelle)

Catégorie socio-professionnelle du père et choix partisans		*Choix partisans et systèmes idéologiques*		*Catégorie socio-professionnelle du père et systèmes idéologiques*	
Ouvriers-employés socialistes	17	Bourgeois radicaux	16	Ouvriers-employés radicaux	9
Ouvriers-employés	21	Socialistes radicaux	19	Ouvriers-employés	21
Ouvriers-employés bourgeois	24	Socialistes conservateurs	24	Cadres moyens et supérieurs radicaux	25
Cadres moyens et supérieurs socialistes	43	Socialistes	27	Ouvriers-employés conservateurs	31
Cadres moyens et supérieurs	45	Bourgeois	47	Cadres moyens et supérieurs	45
Cadres bourgeois	56	Bourgeois conservateurs	63	Cadres moyens et supérieurs conservateurs	58

Les circonstances de la formation des attitudes politiques chez l'enfant, les facteurs liés à la situation des différents acteurs de la vie économique et politique, dans le temps comme dans l'espace, marquent le contenu de la socialisation : de nombreux travaux nous le rappellent, portant sur des populations aussi différentes que celles d'adolescents suédois[1] ou d'étudiants japonais[2].

Notre enquête prend place au début d'une période où s'accentuent la volatilité électorale et l'instabilité relative des gouvernements[3], au terme surtout de quatre décennies quasi ininterrompues de pouvoir travailliste. Les effets conjoints de la situation sur la scène politique et des facteurs socio-culturels semblent conduire à la « politisation » des enfants de cadres — en termes de connaissance et d'intérêt ; l'identification négative au pouvoir en place, c'est-à-dire le choix préférentiel des partis bourgeois, creuse les différences entre les adolescents des couches populaires et privilégiées. Le pouvoir de politisation s'attache à l'univers idéologique conservateur comme à l'identification partisane bourgeoise et leurs effets se renforcent mutuellement (tableau 10) : des « socialistes radicaux » aux « bourgeois conservateurs », le pourcentage de notes élevées sur l'échelle de connaissance du politique passe de 19 à 63 %. Se mêlant à l'influence du milieu culturel, la situation des partis et des

1. Cf. Gunnel Gustafsson, *Strukturomvandling..., op. cit.*
2. Cf. Kawata (Jun-ichi), « Political socialization in contemporary Japan », *International Political Science Review*, 8 (3), 1987, p. 245-259.
3. Les social-démocraties scandinaves ont connu, comme d'autres démocraties occidentales du reste, une volatilité électorale accrue depuis le début ou le milieu des années 1970. En Norvège, le Parti travailliste perd successivement les élections de 1981 et de 1985 au profit d'une coalition bourgeoise dirigée par le Parti conservateur. Mais il revient aux affaires en mai 1986 avec Mme Gro Harlem Brundtland, Premier ministre d'un gouvernement minoritaire.

traditions qu'ils incarnent dans le jeu politique contribuerait pour une part essentielle à la structuration de l'univers politique par les clivages sociaux.

L'impact des facteurs socio-culturels sur la perception des relations conflictuelles entre les citoyens et le pouvoir et l'acceptation du désaccord se trouve renforcé dans un même sens par l'identification positive au pouvoir travailliste (tableau 9). C'est elle qui révèle toute l'ambiguïté de la socialisation sans passion : elle s'accompagne du constat et de l'acceptation de la différence chez les adolescents issus des groupes sociaux privilégiés mais non chez ceux des milieux populaires. Les premiers reconnaissent sans mal la logique consensuelle qui comporte la légitimation du conflit ; les seconds témoignent au contraire d'une grande difficulté à se définir et à se situer entre la fidélité au pouvoir politique, qui représente leur classe sociale, et leur vécu comme membres de cette classe.

On serait tenté de voir dans le contenu de la socialisation des adolescents interrogés non seulement un certain désenchantement, mais un processus de « dépossession »[1] des enfants de milieu populaire. Une dépossession politique, pourrait-on dire, autant que culturelle, compte tenu des spécificités que nous avons soulignées : consensus politique étendu, débat politique dépassionné, clivage social structurant renforcé par l'état du jeu politique. Une telle interprétation doit être nuancée. L'identification des adolescents de familles d'ouvriers ou d'employés au Parti travailliste, leur reconnaissance des symboles évoquant les traditions politiques nationales ou encore leur méfiance envers les conflits soulignent l'importance de la composante affective qui se mêle, dans la socialisation, à la composante intellectuelle ou cognitive. Comme les autres adolescents issus des classes moyennes et supérieures, ils se construisent progressivement une identité sociale et politique ; non encore achevée sans doute, non immuable, elle est destinée à se compléter et peut-être à se transformer à l'âge adulte, selon les circonstances politiques.

AUX SOURCES DU MODÈLE : LES MARQUES DE L'HISTOIRE

Nos résultats ont mis en évidence un modèle en partie spécifique de socialisation politique. Dans toute société, l'acceptation des fondements du système politique et le développement des appartenances à des familles politiques et idéologiques répondent à la nécessité pour l'individu de forger son moi social et politique en s'identifiant à son groupe, et pour le groupe et la société, de chercher à transmettre à leurs nouveaux membres les valeurs assurant leur persistance.

Les échanges entre l'histoire nationale, l'histoire propre de l'individu et celle de ses groupes d'appartenance sont au cœur de la socialisation ;

1. Cf. Bourdieu (Pierre), « La représentation politique. Eléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales,* (36-37), février-mars 1981, p. 3-31.

le contexte national dessine et structure l'espace institutionnel et idéologique dans lequel se fait l'insertion sociale de l'enfant en quête d'une identité. Des valeurs apparemment identiques se révèleront porteuses d'une signification différente d'un pays à l'autre. De fait, certains concepts tels que le « communisme », le « capitalisme » ou le « socialisme » renvoient à un modèle présent dans plusieurs contextes nationaux : ils y ont la même consonance idéologique. Mais ils seront tantôt, comme en Norvège, symboles des luttes passées, dissociés des attitudes à l'égard du pouvoir politique en place ; tantôt, comme en France, symboles des conflits d'aujourd'hui, constitutifs de l'acceptation ou du rejet de ce pouvoir.

Deux éléments de l'histoire nationale en Norvège pourraient ne pas être étrangers aux spécificités du modèle de socialisation : l'acquisition tardive de l'indépendance nationale, la nature des relations entre l'Eglise et l'Etat.

Pendant près de trois siècles, la Norvège n'est qu'une simple province du Royaume danois ; elle s'en sépare en 1814 et obtient son autonomie sous l'égide du roi de Suède. Votée la même année, la Constitution d'Eidsvoll, toujours en vigueur aujourd'hui, est érigée en symbole de l'indépendance. A partir de 1814, le réveil national[1] et la mobilisation des masses paysannes et des élites libérales se poursuivent conjointement jusqu'à l'avènement du parlementarisme, en 1884, sur la base d'une acceptation originelle des institutions issues de la Constitution, par la quasi-totalité des forces sociales et politiques. L'union dynastique avec la Suède se maintiendra jusqu'en 1905, date à laquelle le Royaume norvégien acquiert sa pleine et entière indépendance. La conjonction des luttes démocratique et nationale est sans doute l'une des sources de la stabilité des institutions et du consensus politique national. Comment ne pas y voir le fondement des attitudes que développent les adolescents à l'égard du système politique ?

De même, les relations entre l'Eglise luthérienne et l'Etat ont constitué un facteur d'intégration politique. Dans l'ensemble du monde scandinave, plus que partout ailleurs en Europe, les rois jouent dans la Réforme un rôle prépondérant qui conduit à l'établissement d'une Eglise d'Etat monolithique. En Norvège, l'usage du danois par les officiers du culte et la collusion de l'Eglise avec l'élite dirigeante urbaine seront, avant 1814, à l'origine d'une opposition populaire à la hiérarchie ecclésiastique. Tout au long du 19e siècle et jusqu'à aujourd'hui, c'est sur son propre terrain que l'Eglise a rencontré une opposition de la part de groupes piétistes orthodoxes, non sur le terrain politique où ni l'instauration du régime parlementaire ni le contrôle de l'appareil scolaire[2] n'ont été

1. Cf. Simon (Erica), *Réveil national et culture populaire en Scandinavie,* Paris, PUF, 1960.

2. Lorsqu'en 1860 la scolarité obligatoire est allongée de cinq à sept ans, la gestion de l'école devient responsabilité des communes. L'enseignement ne change guère dans les faits et l'instruction religieuse en est toujours un aspect essentiel. Aujourd'hui encore, la loi du 13 juin 1969 stipule que l'école « doit donner aux élèves une éducation chrétienne et morale » *(Lov om grunnskolen).*

l'enjeu d'un conflit majeur avec l'Etat. L'histoire norvégienne ne connaît pas de tradition laïque et les forces politiques et sociales se sont toutes accomodées du pouvoir de l'Eglise. Le fait religieux révèle l'omniprésence[1] institutionnelle, culturelle et morale du protestantisme au sein de la société, il n'est pas porteur de clivages politiques structurants.

L'histoire de la Norvège est aussi l'histoire d'une social-démocratie. Le Parti travailliste et, à ses côtés, l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier ont occupé les différents lieux de pouvoir pendant une longue période quasi ininterrompue. Produit de l'histoire politique nationale, le « désenchantement du monde » serait aussi celui du système social-démocrate.

La formation d'une social-démocratie obéit à des conditions historiques générales ; elles ont pris en Norvège des formes particulières qu'il convient de rappeler. Elles sont à la base des oppositions idéologiques modérées qui ont accompagné la réalité historique et sociologique des clivages politiques.

L'une des conditions préliminaires du développement de la social-démocratie est l'absence d'une hégémonie bourgeoise[2]. Au début du 19e siècle, les nobles sont peu nombreux, et leur rôle politique est négligeable ; le courant conservateur n'a pas de base sociale ou économique ni de tradition idéologique propres : il s'appuie sur une élite bureaucratico-politique d'origine danoise, mal insérée dans la nation et qui défend surtout ses privilèges culturels. Les conservateurs acceptent d'emblée le nouveau régime constitutionnel de 1814 et reconnaissent assez rapidement le parlementarisme acquis soixante-dix ans plus tard contre leur gré. La « droite » devient peu à peu celle du capitalisme et du libéralisme, elle n'est à aucun moment celle de la réaction[3].

En se tournant vers la gauche, l'historien découvre, aux fondements de la pensée et du mouvement travailliste, des traditions égalitaires et démocratiques ancestrales héritées de l'époque des Vikings, une prégnance des valeurs paysannes et puritaines : deux traits culturels que la Norvège partage avec ses voisins suédois et danois. Les bases sociales de la social-démocratie[4] sont également identiques dans ces trois pays : la capacité des petits paysans à s'organiser et leur alliance précoce avec la classe ouvrière des villes ont été les éléments constitutifs de la montée vers le pouvoir politique des partis se réclamant du socialisme. Enfin, l'industrialisation massive et concentrée, autre condition préliminaire de la formation des social-démocraties en Europe, donne naissance à une base

1. Cette omniprésence commence à être contestée autour des années 1970 par le mouvement Aksjon ut av Statskirken (Sortir de l'Eglise d'Etat). L'action du courant antireligieux consiste essentiellement à critiquer le caractère automatique de l'inscription à la naissance sur les registres de l'Eglise — en incitant les gens une fois majeurs à se faire rayer de ces registres — et à éviter l'extension de l'instruction religieuse — par exemple, au jardin d'enfants.

2. Cf. Buci-Glucksmann (Christine), Therborn (Göran), *Le défi social-démocrate*, Paris, Maspero, 1981.

3. Cf. Derry (Thomas Kingston), *A history of modern Norway, 1814-1972*, Oxford, Clarendon Press, 1973, 503 p.

4. Cf. Esping-Andersen (Gösta), *Politics against market, the social-democratic road to power*, Princeton, Princeton University Press, 1985.

ouvrière relativement homogène et contribue à faire des syndicats l'instrument de l'enracinement de la social-démocratie dans la classe ouvrière.

Dès l'origine, le travaillisme est marqué par une idéologie et une pratique réformistes plutôt que révolutionnaires ; au moment des bouleversements sociaux qui accompagnent la révolution industrielle, l'opposition rencontrée sur sa droite par le mouvement ouvrier n'est pas celle de forces réactionnaires structurées et ancrées dans une tradition nationale. Les conditions d'émergence de la démocratie représentative et du mouvement ouvrier vont cumuler leurs effets : au cours du 20e siècle, les divergences idéologiques tendront à s'atténuer et les forces politiques à s'accorder sur la nécessité d'une paix sociale. Ces tendances seront naturellement renforcées par les événements politiques et économiques mondiaux. Alors que les partis bourgeois finissent par reconnaître les vertus de l'Etat-providence, le mouvement travailliste en vient à accepter par étapes successives les règles du jeu capitaliste. Un ensemble institutionnalisé de procédures se met progressivement en place, visant à la résolution des conflits du travail[1] : elles conduisent à la réduction effective des conflits ouverts.

Le « consensus politique » et la « paix sociale » ne se sont pas établis sans violences. Parce qu'elle est massive et concentrée, l'industrialisation engendre de profondes et nouvelles inégalités et de nombreux conflits sociaux. Le Parti travailliste connaît une période révolutionnaire[2] : il est la seule formation social-démocrate scandinave à adhérer pour un temps à la IIe Internationale. Le jeu politique norvégien est la résultante d'une histoire conflictuelle : la dimension capitalisme-socialisme, si elle n'est pas la seule, est le pivot autour duquel s'est construit le système partisan[3]. Aujourd'hui, tant le langage et la symbolique politiques que le traitement des enjeux divisent la classe politique et les citoyens, opposant les « bourgeois » aux « socialistes »[4].

Pourtant, la politique partisane est sans doute moins un symbole de division qu'un exutoire par lequel s'expriment les différences. Le temps a fait du système partisan un facteur supplémentaire d'intégration politique ; il se caractérise en effet par la stabilité des étiquettes comme des structures — seul le Parti agrarien s'est transformé en partie du « Centre »

1. Sur les relations du travail et le droit scandinave du travail, on peut consulter *Labor relations in Norway,* Oslo, International Labor Organization komitéen, 1975, *Politiques salariales et négociations collectives en Finlande, Irlande et Norvège,* Paris, OCDE, 1979, et Lassen (B.S.), Selmer (K.S.), *Knophs oversikt over Norges rett,* Oslo, Universitetsforlaget, 1975. Il convient aussi de se reporter aux analyses proposées par Bernard Manin sur la régulation des intérêts en social-démocratie (cf. « Que la social-démocratie n'est pas seulement une forme modérée de gouvernement », *Commentaire,* 19, 1982).

2. Cf. Bull (Edward), *Den skandinaviske Arbeiderbevegelse 1914-1920,* Kristiana, Det Norske Arbeiderparti, 1922 ; Langfeldt (Knut), *Moskvatesene i norsk politikk,* Oslo, Universitetsforlaget, 1964.

3. Cf. Katz (Daniel), Valen (Henry), *Political parties in Norway,* Oslo, Universitetsforlaget, 1964 ; Berglund (Sten), *The Scandinavian party systems : a comparative study,* Lund, Studentlitteratur, 1978.

4. En Norvège comme en Suède, le principal antagonisme dans l'esprit même des électeurs se situe entre la droite « bourgeoise » et la gauche « socialiste » ; cf. Petersson (Olaf), Valen (Henry), « Political changes in Sweden and in Norway », *Scandinavian Political Studies,* 4, 1979, p. 313-331.

en 1959 — et la configuration, inchangée depuis un siècle, du multipartisme[1]. Les cinq principales formations politiques sont aujourd'hui identiques à celles d'hier, et depuis la seconde guerre mondiale deux partis seulement ont fait leur apparition sur la scène politique[2]. Dépositaires privilégiés des identités sociales et des traditions et courants idéologiques qui caractérisent l'histoire nationale, les partis ont atteint une visibilité totale et une légitimité largement reconnue.

La place et le rôle des partis dans la vie politique expliquent la connaissance et la bienveillance dont ils sont l'objet chez les adolescents : l'adéquation de la problématique de l'identification partisane au contexte norvégien en est une conséquence immédiate. De leur côté, les syndicats, éléments déterminants de l'articulation entre l'économique et le politique, contribuent en social-démocratie à la solution négociée des conflits ; ils sont aussi pour les adolescents interrogés, et la majorité de l'opinion norvégienne sans doute, des institutions régulatrices acceptées, voire idéalisées.

La modération du discours idéologique et le consensus politique banalisent l'identification partisane en lui donnant à jouer un rôle essentiel : favoriser l'acceptation de la diversité des intérêts au sein de la société. Ils transforment le développement de préférences idéologiques antagonistes, susceptible de menacer l'équilibre général du système, en simple reconnaissance de symboles dépourvus d'« efficacité » dans la lutte pour le pouvoir politique. Tout se passe comme si les partis norvégiens avaient des difficultés à transmettre leur idéologie aux nouveaux membres de la société, y compris ceux des groupes sociaux sur lesquels ils s'appuient, des difficultés aussi à former politiquement les futurs citoyens que sont les adolescents. Dans cette entreprise, le Parti travailliste échoue plus largement encore que les partis bourgeois, tout particulièrement auprès des enfants issus des milieux populaires qui lui apportent en majorité leur soutien. Cet échec n'incite-t-il pas à évoquer, indépendamment de la volonté des acteurs, la « violence symbolique »[3] du consensus ?

La structuration de l'univers politique des adolescents par le social serait l'un des effets du système social-démocrate, lui-même produit de conditions historiques particulières. Sauvegardant l'équilibre du système, le discours consensuel des forces politiques et syndicales aurait peu à peu dépolitisé les valeurs du mouvement ouvrier en même temps que les enjeux de la compétition politique. Les rapports politiques et sociaux propres à la social-démocratie ne permettent ni au travaillisme ni à l'opposition bourgeoise de doter les milieux populaires d'un capital politique capable de compenser les divers « handicaps » sociaux et cultu-

1. Plus précisément, la constellation tripartite des années 1880-1918, qui comprend les conservateurs, les libéraux et les travaillistes, se mue en système multipartisan entre les deux guerres avec l'apparition des agrariens et des démocrates-chrétiens.

2. Le Parti socialiste du peuple, Sosialistisk Folkeparti, en 1961, qui se situe à la gauche du Parti travailliste, et le Parti du progrès, Fremskrittspartiet, en 1972, de type populiste.

3. L'expression est empruntée à Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, cf. *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit, 1970.

rels qu'ils subissent. Socialistes, les adolescents ne trouvent pas à s'identifier en même temps qu'au parti de leur classe à une idéologie structurée susceptible de les politiser ; ils ne parviennent pas non plus à évaluer les relations de pouvoir avec réalisme. Le consensus impose son univers de significations et de valeurs : sous les dehors d'une légitimation de la diversité politique et sociale, il dissimule des rapports de force. Aujourd'hui, les enfants de la classe ouvrière, ceux en tout cas dont nous avons pu recueillir les opinions, semblent traduire toute l'ambiguïté du « compromis social-démocrate » [1].

L'usure du pouvoir et les changement sociaux et économiques de ces quinze dernières années expliquent sans doute l'échec électoral du travaillisme en 1981 et 1985. Ne peut-on voir également dans cet échec et, d'une manière générale, dans les difficultés de la social-démocratie aujourd'hui à redéfinir son rôle [2], les effets d'une socialisation qui entraîne la démobilisation politique des milieux qu'elle entend représenter ?

1. Cf. Bergounioux (Alain), Manin (Bernard), *La social-démocratie ou le compromis*, Paris, PUF, 1979.

Sur ces difficultés, on peut se référer notamment à : Paterson (William E.), Thomas (Alastair H.), *The future of social-democracy. Problems and prospects of social democratic parties in Western Europe*, Oxford, Clarendon Press, 1986, et Olsen (Erling), « The dilemma of the social-democratic labor parties », *Daedalus*, 113 (2), printemps 1984, p. 169-194.

RÉSUMÉ DE L'ARTICLE/*ABSTRACT*

LA SOCIALISATION POLITIQUE DES 12-16-ANS EN NORVÈGE : UN MONDE DÉSENCHANTÉ

MARTINE BARTHÉLEMY

A partir des résultats d'une enquête réalisée auprès d'un échantillon de 12-16 ans en Norvège, sur les attitudes à l'égard du système politique, l'univers partisan et ses dimensions idéologiques, se dessine un certain modèle de socialisation politique. Ce modèle reflète une forme de consensus national incluant les valeurs communautaires et l'ensemble des institutions politiques et de représentation, il traduit un mode d'appartenance politique et de reconnaissance des idéologies qualifié de sans passion, il se caractérise, enfin, par l'existence de clivages sociaux structurants. C'est dans l'histoire nationale qu'il faut chercher les sources du modèle : celle d'un pays qui acquiert tardivement son indépendance, qui ne connaît pas de conflit entre l'Eglise et l'Etat, qui rassemble des conditions générales et particulières du développement d'une social-démocratie.

THE POLITICAL SOCIALIZATION OF 12- TO 16-YEAR OLDS IN NORWAY : A DISILLUSIONED WORLD

MARTINE BARTHÉLEMY

Data from a sample survey of 12- to 16-year olds in Norway on attitudes to the political system, the party system and its ideological ramifications, show a distinct pattern of political socialization. This pattern reflects a form of national consensus which includes community values and political and representative institutions as a unit. It projects a dispassionate type of political affiliation and recognition of ideologies and is characterized by the existence of structuring social cleavages. Its sources are to be found in Norway's history : that of a country which achieved its independance at a late date, in which there is no conflict between Church and State, and where both the general and the special conditions for the development of a social democracy are present.